AU-DELÀ DE QUATRE MURS : LE QUARTIER SAINTE-MARIE VU PAR SES RÉSIDANTS IMMIGRANTS

Myriam Berubé (University of British Columbia)

RÉSUMÉ

Cet article présente les résultats d'une recherche qualitative exploratoire[1] menée auprès de familles immigrantes par un organisme communautaire local, le Carrefour de Ressources en Interculturel (CRIC), dans un quartier défavorisé du centre de Montréal, Sainte-Marie. Quelle perception ont les immigrants de leur quartier, quelle lecture font-ils de leur milieu et comment se situe le logement dans cette perception ? Le logement est une des premières préoccupations des nouveaux arrivants, mais une fois installés, de quoi dépend leur satisfaction résidentielle ? Qu'est-ce qui fait du lieu habité un « chez-soi » et qui va conditionner leur volonté de demeurer à plus long terme dans le quartier ?

INTRODUCTION

À l'automne 2006, le Carrefour de Ressources en Interculturel (CRIC), un organisme communautaire local, a sollicité l'aide de deux chercheurs de l'INRS-UCS pour mener une recherche exploratoire sur les perceptions qu'ont les familles immigrantes du quartier Sainte-Marie et de leurs besoins, et sur leurs propositions pour améliorer la qualité de vie du milieu. Le quartier en question, situé près du centre-ville, compte parmi les secteurs les plus défavorisés de l'île de Montréal. Ce n'est que depuis peu qu'il devient un quartier d'établissement pour les immigrants récents. L'objectif poursuivi par le CRIC dans ce projet était d'abord de donner la parole aux personnes immigrantes, puis de les mobiliser pour mettre sur pied des projets à l'échelle locale en collaboration avec d'autres organismes du milieu.[3]

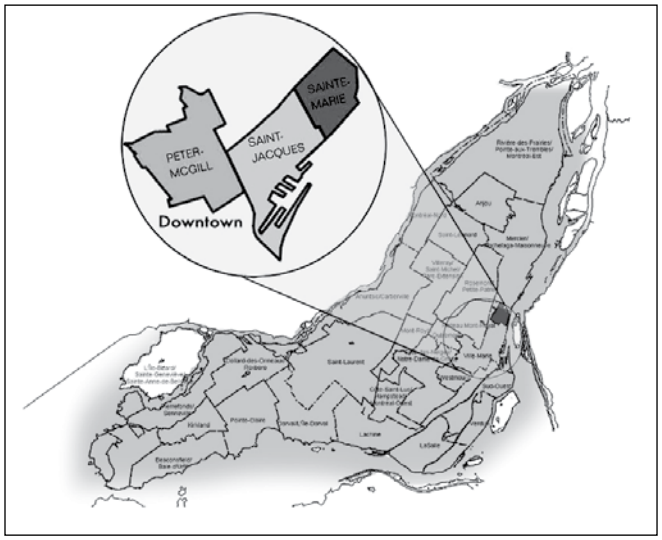
Contrairement aux enquêtes usuelles sur les besoins et sur les services d'aide aux immigrants, on a choisi d'interroger d'abord les familles immigrantes sur leurs représentations générales du quartier de manière à mieux comprendre la lecture qu'ils font des points forts et des points faibles de leur milieu de vie et ainsi mieux cerner leurs préoccupations. Un petit questionnaire ouvert comprenant 10 questions sur le quartier Sainte-Marie[4] a donc été administré auprès de 75 personnes[5] que les intervenantes du CRIC ont rencontrées à domicile. Nous traiterons ici de la question du logement mais nous verrons qu'elle est, pour les familles immigrantes, indissociable des questions de cohabitation et de vie de quartier. Avant de présenter les résultats de la recherche, une brève description du quartier Sainte-Marie s'impose.

LE QUARTIER SAINTE-MARIE

Sainte-Marie peut être qualifié de quartier ouvrier traditionnellement canadien-français, ayant connu un déclin sur le plan économique. Selon Centraide du Grand Montréal, « dans Sainte-Marie, secteur « est » du Centre-Sud de Montréal, de nombreuses familles vivent dans des conditions de pauvreté difficiles, voire chroniques. L'accès à des logements salubres, à un quartier vert et sécuritaire et à la disponibilité d'aliments de qualité à proximité sont des enjeux dans la lutte contre la pauvreté. Toutes les écoles présentent des indices de défavorisation plus élevés que la moyenne des écoles montréalaises » (Centraide 2007, 1). De plus, vu sa localisation près du centre-ville, ce quartier est caractérisé par une concentration importante de problématiques sociales (criminalité, délinquance, drogue, prostitution, etc.). À prime abord, le portrait du quartier semble peu « attirant » et pourtant, un nombre grandissant d'immigrants récents vient s'y installer. Aujourd'hui, environ une personne sur cinq est d'origine immigrante dans le quartier (CDC Centre-Sud 2008).

Depuis le milieu des années 90, ces immigrants se sont concentrés dans les habitations à loyer modique (HLM), ce qui accentue la méfiance des résidents de longue date à leur égard, plusieurs de ces derniers étant eux-mêmes en attente d'un logement social. Lorsque des tensions ont éclaté entre de jeunes blancs francophones et de jeunes nouveaux arrivants issus des minorités visibles, le milieu communautaire et institutionnel du quartier s'est mobilisé afin de trouver des pistes de solutions face à ce nouvel enjeu (Centraide 2006, 16).

Carte de Montréal



C'est ainsi que le Carrefour de Ressources en Interculturel a été créé, d'abord comme lieu de réflexion et de concertation. Au fil du temps, l'organisme est devenu une véritable « boîte à outils » pour les intervenants communautaires et un moyen de créer des ponts entre les résidents dans un contexte de plus en plus multiculturel. Le CRIC vise ainsi à favoriser une plus grande inclusion des personnes immigrantes dans le quartier et une dynamique de rapprochement interculturel entre les résidents de toutes origines.

QUELLE PERCEPTION LES IMMIGRANTS ONT-ILS DE LEUR LOGEMENT ?

Écoutons quelques commentaires :

> « Comme les loyers sont moins chers dans le quartier, c'est un bon tremplin au niveau économique. »
>
> « Notre appartement (HLM) est confortable, c'est bon pour les enfants. »

La présence relative de grands logements abordables, et notamment de logements sociaux, est un des facteurs clé qui a amené les répondants à s'installer dans le quartier. Cette question est cruciale pour les familles qui représentent la très grande majorité des participants à notre recherche. Parmi les répondants, près des deux tiers vivent dans un type de logement social (HLM, coopérative, OSBL d'habitation) tandis que le tiers vit sur le marché locatif privé et une très faible minorité est propriétaire[6]. Il est important de noter que la proportion de résidents sur le marché locatif privé est beaucoup plus forte chez les nouveaux arrivants que chez les immigrants de plus longue date.

La concentration des immigrants dans les HLM de Sainte-Marie s'explique sans doute par la pénurie de logements familiaux abordables sur le marché locatif montréalais. De plus, les listes d'attente pour l'obtention d'un HLM sont généralement longues, ce qui limite leur accessibilité pour les nouveaux arrivants. Cependant, plusieurs répondants mentionnent que les délais d'attente pour ce type de logement sont plus courts dans Sainte-Marie que dans d'autres quartiers. Pour ces derniers, ce n'est donc pas le choix du quartier qui a guidé leur décision de s'y installer mais bien le besoin immédiat de logement.

À la question, « trouvez-vous que c'est un bon quartier pour se loger ? », environ 60% des répondants se disent satisfaits de leur logement et trouvent qu'il répond aux besoins de leur famille en termes d'espace et de confort, que ce soit sur le marché locatif privé ou dans le logement social. Dans le cas des coopératives et des OSBL d'habitation, il est intéressant de constater que la totalité des répondants s'estime satisfaite. Quant aux points faibles, sur le marché locatif privé, le principal problème nommé est le manque d'espace puis, pour certains, des mésententes avec leur propriétaire ou encore le coût élevé du logement. Dans les HLM, l'appartement qui convenait bien devient parfois trop petit quand la famille s'agrandit et divers problèmes d'entretien sont, à l'occasion, également mentionnés (insectes, logement surchauffé, etc.).

Cela dit, il est important de souligner le fait que, en général, les répondants se sont peu attardés sur les caractéristiques physiques de leur logement, mais ont plutôt abordé la question des voisins, et ce même si aucune question précise n'était posée sur ce sujet. Il est donc clair que la satisfaction des besoins par rapport au logement ne se limite pas « aux quatre murs » mais semble d'abord concerner le voisinage immédiat.

LE VOISINAGE ET LA COHABITATION INTERETHNIQUE

Quelles perceptions des voisins ressortent de nos entretiens ? Les expériences de cohabitation des répondants avec leurs voisins sont très variées. Dans l'ensemble, celles-ci peuvent être qualifiées de « courtoises mais distantes ». Le type de milieu de vie des répondants semble avoir une influence significative sur la prévalence de bonnes relations de voisinage ou de problèmes de cohabitation.

En effet, ce sont dans les coopératives d'habitation que les liens de voisinage semblent être les meilleurs. Bien que les relations ne soient pas exemptes de tensions, le mode de gestion en coopérative requiert une implication active des membres (que ce soit sur le conseil d'administration, le comité d'entretien, celui de bon

voisinage, etc.), ce qui facilite, selon plusieurs répondants, l'interaction et la création de liens de confiance entre voisins. Ces commentaires en témoignent :

> « Dans la coop, on s'intéresse à l'autre ; dehors les gens ne se saluent pas. »
>
> « À part la vie de la coop, je n'ai pas de vie sociale dans le quartier. »

Enfin, le mode de vie en coopérative s'apparente pour certains aux relations de voisinage qu'ils ont connues avant d'immigrer:

> « C'est une belle expérience de vivre en coop. J'ai retrouvé des liens de voisinage que j'avais dans mon pays. Ici, j'ai retrouvé le bonjour et le bonsoir. »

Par contre, sur le marché locatif privé, les répondants parlent peu des relations avec leurs voisins qui sont en général plutôt distantes, comme l'exprime cette répondante:

> « Nous n'avons pas de relations avec eux mais pas de problèmes non plus. »

Cependant, pour certains, cette absence de liens de voisinage ne représente pas la situation idéale :

> « Les voisins ne se connaissent pas et c'est dommage ; chacun fait sa vie de son côté.»

Plusieurs répondants mentionnent d'ailleurs qu'ils voudraient mieux connaître leurs voisins, notamment ceux d'origine québécoise. Pour d'autres, la prédominance d'un voisinage québécois a même déterminé le choix du logement :

> « J'ai voulu éviter les quartiers avec trop d'immigrants, pour moi c'est synonyme de problèmes. Pour nous (les Algériens), l'expérience de la banlieue française est très présente (…) Les cités me hantent. Ici, je rencontre beaucoup de Québécois, ça me rassure. »

Enfin, bien que les problèmes sérieux de cohabitation soient peu nombreux, ils sont relativement plus fréquents en milieu HLM où la concentration de problématiques sociales est importante. Certaines personnes vivent ainsi des relations difficiles et tendues, voire de l'intimidation de la part de leurs voisins :

> « L'appartement est bien, mais c'est très difficile de vivre où je vis (…) mes voisines du deuxième étage nous font la vie dure : elles sont toxicomanes, elles crient, elles font beaucoup de bruit, des fois il y a du sang (…). Moi j'ai peur de porter plainte car une fois quand j'ai appelé la police, elles sont venues me menacer. »

Le bruit est également un facteur de litige très courant entre voisins :

> « Notre voisine a quatre chiens et nous les entendons tout le temps japper. Elle se plaint que nos enfants font du bruit, mais c'est elle qui en fait. Je fais un détour avec mes enfants pour ne pas passer devant sa porte. Il faut faire attention avec les voisins dans les HLM. »

Ce type de problème de cohabitation alimente chez certaines familles un sentiment d'insécurité qui les conduit à s'isoler puisqu'elles perçoivent l'environnement immédiat du voisinage comme un lieu dangereux pour leurs enfants.

De plus, les situations de discrimination et d'agressions physiques ou verbales rapportées dans nos entretiens sont plutôt rares mais sérieuses et impliquent toutes des membres des minorités visibles, notamment d'Asie du Sud et des communautés noires :

> « Au début, les gens me lançaient des œufs sur les fenêtres pendant l'été (…) ils en lançaient juste aux immigrants. Au troisième, il y avait une dame rwandaise et quelqu'un est venu l'insulter en lui disant qu'elle était une sale négresse. Elle a eu très peur et elle est partie vivre ailleurs. »

Ces cas graves méritent sans aucun doute notre attention mais ne devraient pas nous mener à une lecture simpliste des relations interethniques conçues en termes d'immigrants et de natifs, comme nous le rappelle ce répondant :

> « Souvent on parle de racisme des Québécois envers les immigrants et on oublie le racisme entre immigrants et ce racisme est plus fort. »

Il convient de souligner que les problèmes de cohabitation en HLM, comme dans d'autres milieux d'ailleurs, ne se limitent pas à l'inter-ethnicité mais dépendent souvent de la classe sociale. Bien qu'ils partagent le même milieu de vie, les immigrants sont dans l'ensemble plus scolarisés que les Québécois d'origine et perçoivent souvent leur situation de « pauvreté » comme étant circonstancielle. Un répondant nous dit que :

> « Les Québécois du quartier sont des gens sur le bien-être social qui ont une mentalité fermée. »

Une autre ajoute :

> « Si on se fond dans le voisinage, on n'évolue pas. »

Certains répondants ne sont donc pas intéressés à tisser des liens avec des voisins qu'ils jugent ne pas

appartenir à leur classe sociale ou à leurs aspirations dans la société d'accueil.

Ainsi, selon nos entretiens, la qualité des relations de voisinage dépend en grande partie du type de logement habité par les répondants. Différents milieux de vie cœxistant dans le même quartier sont caractérisés par divers types de liens sociaux. Pour les immigrants interviewés, l'existence de bonnes relations entre voisins est primordiale dans leur conception d'un « bon logement ». Le voisinage immédiat est garant d'un milieu calme et sécuritaire pour élever leurs enfants et offre une vie sociale essentielle pour nos répondants.

LA VIE DE QUARTIER

Qu'est-ce qui conditionne la volonté des immigrants de demeurer à plus long terme dans le quartier Sainte-Marie ? Les réponses sont partagées quant à l'intention des répondants de s'y établir ou de le quitter, et nombreux sont les indécis. La moitié de ceux qui souhaitent déménager sont pourtant satisfaits de leur logement, alors que la proportion n'est guère plus élevée chez ceux qui voudraient demeurer dans Sainte-Marie. Ainsi, même si la question du logement est un enjeu immédiat, il demeure indissociable, dans une perspective à plus long terme, de la vision qu'ont les répondants de leur quartier.

Voici les témoignages de résidents qui désirent quitter le quartier :

> « Notre appartement est confortable (…) mais le problème dans ce quartier, ce sont les gens (…) ils n'ont pas de morale. Il n'y a pas de solution. Le mieux, c'est de partir. »
>
> « Comme futur père de famille, je pense que ce n'est pas un bon quartier pour les enfants. Un enfant a besoin d'espace et ici, dès qu'il sort dehors, il ne se retrouve pas en sécurité. »
>
> « Il y a des seringues ; c'est dangereux quand les enfants jouent dehors. En plus, c'est sale. »

Le manque de propreté et le sentiment d'insécurité sont des éléments récurrents dans les commentaires des répondants qui font écho à la perception largement répandue sur la « mauvaise réputation » du quartier Sainte-Marie. Bien que plusieurs de ceux qui souhaitent déménager s'accommodent eux-mêmes tant bien que mal de ces réalités, leur voix est unanime quant à la perception que « ce n'est pas un bon quartier pour les enfants ». Ainsi, le manque d'espaces sécuritaires pour les enfants est un facteur crucial dans le désir de quitter le quartier.

Par ailleurs, la perception souvent négative de la qualité des écoles et la crainte d'exposer leurs enfants à la mauvaise influence d'autres jeunes sont des éléments clé qui poussent certaines familles à envisager un départ :

> « Il manque de bonnes écoles pour ne pas être obligés de déménager. »
>
> « La jeunesse du quartier n'est pas bonne, dès que mes enfants seront plus grands on va déménager, car j'ai peur pour eux ici. »

Par contre, la grande majorité de ceux qui souhaitent demeurer à plus long terme dans Sainte-Marie en ont une image positive :

> « Le quartier est très calme. Moi, je trouve que c'est bien. Je ne comprends pas pourquoi on parle de quartier défavorisé ; les gens sont respectueux (…) il n'y a pas d'anarchie dans les rues. »
>
> « Le quartier n'est pas tellement sécuritaire mais j'ai des services, le CLSC, le métro, le centre d'achats, les parcs, la garderie et ce n'est pas loin du centre-ville. »
>
> « J'aime rester ici, je ne veux pas changer de quartier (…) il y a des parcs, des centres communautaires ; nous avons de bonnes relations avec tout le monde. »

Ces témoignages mettent en valeur plusieurs atouts du quartier comme, par exemple, sa localisation centrale que les répondants n'associent pas d'abord aux problématiques urbaines de centre-ville (telle que la criminalité), mais plutôt à ses avantages pratiques : bien desservi par le transport en commun, accès facile aux services, nombreuses ressources communautaires, etc. En ce sens, pour les immigrants récents, le quartier Sainte-Marie n'a rien d'un « ghetto » en tant qu'espace stigmatisé et « coupé » du reste du monde. Plusieurs répondants y voient même un quartier en amélioration.

Par ailleurs, la grande majorité trouve que c'est un « bon quartier pour les enfants » à cause de la présence de nombreux parcs, d'infrastructures, de bonnes garderies et d'activités pour les petits, bien qu'ils soient plus mitigés sur la qualité des écoles. Ces répondants sont davantage impliqués dans la vie communautaire du quartier que ceux qui souhaitent déménager, ce qui indique l'importance de l'engagement civique dans la volonté de s'établir à plus long terme Sainte-Marie.

Le contraste est frappant entre les perceptions négatives et positives des deux groupes de répondants. Il semble refléter, d'une part, la nature éclatée du quartier Sainte-Marie : c'est un quartier géographiquement fragmenté (grandes artères, zones industrielles…) et donc divisé en micro-milieux possédant des caractéristiques physiques et des climats sociaux différents. D'autre part, il est intéressant de souligner que les nouveaux arrivants au Canada, récemment installés dans le quartier, ont une

vision plus positive de celui-ci et sont plus enclins à vouloir y demeurer longtemps que les immigrants de plus longue date déjà établis dans le quartier.

Ces deux constats démontrent qu'il existe des liens forts entre le type d'habitation, le milieu de vie immédiat, la qualité de la cohabitation, la perception du quartier et le désir de s'y établir à plus long terme. Par conséquent, les nouveaux arrivants, habitant surtout des logements sur le marché locatif privé ou des coopératives ont de meilleurs liens de voisinage, une image plus favorable de Sainte-Marie et souhaitent davantage y demeurer longtemps. Même s'ils sont conscients des problèmes du quartier, ceux-ci sont relativisés par rapport à d'autres avantages pratiques qui sont plus importants à leurs yeux.

DE LA RECHERCHE À L'ACTION

Du point de vue d'un organisme communautaire, la volonté des immigrants de demeurer dans le quartier est favorable au processus d'intégration, puisqu'elle permet de créer un sentiment d'appartenance au quartier, de bâtir des réseaux sociaux formels et informels et de réaliser des projets collectifs de développement social.

La recherche nous a permis d'identifier les préoccupations partagées par les familles immigrantes (la sécurité et la propreté, l'école, les activités et l'accès à l'information ainsi que les liens de voisinage et la vie de quartier), mais elle ne constituait que la première étape d'un processus de mobilisation des habitants pour améliorer la qualité de leur milieu. Nous avons été surpris par la forte participation des répondants (soit 44 personnes sur 75), conviés à une journée de travail pour valider les principaux constats de la recherche et définir des pistes d'action. Ce sont ensuite les participants qui ont eux-mêmes pris en main la diffusion des résultats de la recherche. Ainsi, avec le soutien du CRIC, un comité, composé de huit personnes immigrantes ayant participé à l'enquête, a présenté les résultats et les pistes d'action auprès de 85 représentants d'institutions et d'organismes communautaires dans le but de stimuler la mise sur pied de projets locaux.

De fait, des projets concrets ont été réalisés sur différents sujets allant de l'amélioration de la cohabitation interethnique à l'échelle du quartier à l'insertion sociale en milieu HLM, en passant par le rapprochement entre les parents, les Centres de la petite enfance et l'école ; l'augmentation du sentiment de sécurité, la propreté et l'embellissement ; et la prévention du racisme et de la discrimination chez les jeunes.[7] Toutes ces initiatives ne ciblent pas directement la question du logement, mais elles s'inscrivent dans une logique d'intervention partant de l'idée selon laquelle le logement est indissociable du milieu de vie. Ces propositions engageaient aussi les immigrants dans la mesure où ils proposaient de s'impliquer dans leur réalisation.

DES QUATRE MURS AU QUARTIER

Ce que nous a appris cette recherche exploratoire, c'est que les lectures que font les immigrants de leurs conditions d'habitat ne peuvent jamais être complètement anticipées même par les intervenants communautaires qui les côtoient au quotidien. Combien d'entre nous avaient fini par perdre de vue certains atouts évidents du quartier Sainte-Marie, comme sa localisation centrale, pourtant très appréciés de nos répondants ? Nous avons découvert l'importance qu'ils accordent à certaines dimensions de leur environnement (dont le voisinage, les espaces sécuritaires pour les enfants, les écoles de qualité, la proximité des ressources…) mais aussi ce qui leur paraît plus secondaire. À cet égard, la question du logement apparaît indissociable de celle de la qualité des relations humaines qui fonde leur environnement de voisinage et leur vie de quartier. Assurer une offre adéquate de logements abordables aux familles immigrantes à faible revenu, particulièrement aux nouveaux arrivants, est d'une importance capitale. Toutefois, elle doit aller de pair avec des interventions à l'échelle du quartier pour favoriser le développement d'un milieu de vie de qualité qui permettra l'inclusion sociale des familles immigrantes. Créer un véritable « chez-soi », c'est bien plus que quatre murs !

RÉFÉRENCES

Bélanger, Angie. 2007. « Portraits de territoires : arrondissement Ville-Marie ». Centraide du Grand Montréal. http://www.centraide-mtl.org/static/media/764/ville-marie.pdf

Carrefour de Ressources en Interculturel. 2007. « La perception des immigrants sur le quartier Sainte-Marie », rapport de recherche préparé en collaboration avec Annick Germain et Mabel Contin, INRS-UCS, inédit.

Centraide du Grand Montréal. 2006. « Accessibilité, bilan des six initiatives », rapport d'évaluation, janvier 2006.

Corporation de développement communautaire Centre-Sud. 2008. « Étude quantitative auprès des citoyens du Centre-Sud », rapport préliminaire préparé par Repère communication recherche, 4 mars 2008, inédit.

Germain, Annick, et Xavier Leloup. 2006. Il était une fois un HLM… Portrait de l'intervention communautaire dans quatre HLM de type « plan d'ensemble » de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Montréal, INRS-UCS.

Germain, Annick. 2000. « Immigrands and Cities : Dœs Neighborhood Matter ? », Inédits, INRS-UCS.

NOTES

[1] Cette recherche a été réalisée en collaboration avec Annick Germain, professeure titulaire à l'Institut national de la recherche scientifique- Centre urbanisation, culture et société (INRS-UCS), Mabel Contin, doctorante à l'INRS-UCS et Daniela Repetto, intervenante au CRIC.

[2] L'auteure tient à remercier Annick Germain pour sa précieuse aide tout au long de la recherche et ses commentaires sur cet article.

[3] La réalisation de ce projet a été soutenue par le Plan de Revitalisation Urbaine Intégrée de la Ville de Montréal visant le quartier Sainte-Marie et a bénéficié du soutien de Centraide du Grand Montréal ainsi que du programme du multiculturalisme de Patrimoine Canadien.

[4] Les dix questions portaient sur l'image du quartier, le logement, les ressources pour les enfants, la santé, l'alimentation, l'emploi, la localisation du quartier, les activités et les services ainsi que la cohabitation interethnique.

[5] Voici quelques caractéristiques des répondants : 80% sont des familles ; 40% sont des nouveaux arrivants (au Canada depuis moins de 5 ans) ; ils proviennent de 35 pays différents : 25% d'Afrique subsaharienne, 20% du Maghreb, 20% d'Amérique latine et des Caraïbes, 13% d'Asie du sud, 10% d'Asie de l'est et du sud-est et 12% d'Europe et du Moyen-Orient ; ils sont en moyenne très scolarisés : 40% ont un diplôme universitaire.

[6] Parmi les répondants, 40% vivent dans des HLM, 16% dans des coopératives d'habitation, 6% dans des organismes sans but lucratif d'habitation, 34% sur le marché locatif privé et 3% sont propriétaires.

[7] Pour plus de détails, vous pouvez consulter le site www.criccentresud.org dans la section projets et activités.